Déclaration de M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères et européennes, en réponse à une question d'actualité à l'Assemblée nationale sur l'incapacité de la communauté internationale à faire cesser la répression en Syrie, Paris le 28 février 2012.

2012-02-28

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Monsieur le Député,

Je partage votre immense frustration devant l'incapacité de la communauté internationale à faire cesser le massacre. Nous avons déployé des efforts constants au Conseil de sécurité où notre résolution a réuni 13 voix sur 15 ; à l'Assemblée générale des Nations unies où notre résolution a obtenu 137 votes positifs ; à Tunis, vendredi dernier où 80 délégations ont endossé le plan de la Ligue arabe. À Bruxelles également, lundi matin, nous avons voté une nouvelle série de sanctions très sévères à l'encontre des autorités syriennes et à Genève hier après-midi où devant le Conseil des droits de l'Homme, j'ai demandé à la communauté internationale de travailler à réunir les conditions qui permettront de traduire les auteurs des crimes contre l'humanité commis en Syrie devant la Cour pénale internationale.

Aujourd'hui même, le Conseil des droits de l'Homme devrait adopter une résolution en ce sens. J'ai enfin rencontré Kofi Annan qui vient d'être désigné par le Secrétaire général des Nations unies et la Ligue arabe comme le médiateur vis-à-vis des autorités syriennes.

Nous poursuivons notre effort sans relâche après Tunis, il y aura Istanbul et Paris. Nous travaillons également à une résolution au Conseil de sécurité qui pourrait prescrire une cessation immédiate des hostilités et un accès de l'aide humanitaire tout en renouvelant le soutien au plan de la Ligue arabe.

J'en appelle solennellement à la Russie et à la Chine pour qu'elles ne bloquent pas cette nouvelle résolution du Conseil de sécurité car au moment où je vous parle, les bombardements ont repris sur Homs dans des proportions insupportables et criminelles

pendant que le président Bachar parade dans les bureaux de vote de Damas à l'occasion d'une mascarade de référendum.

Je suis sûr que l'Assemblée nationale aura à cœur solennellement et unanimement de soutenir les efforts du gouvernement pour que cesse ce massacre odieux.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 29 février 2012

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/184542-alain-juppe-28022012-repression-en-syrie